

Le spam est un mal nécessaire !

Poursuivi pour mails indésirables, le "cyberprospecteur" défend sa petite entreprise

Sa société est probablement la plus connue, en France, en matière d'envoi de courriers électroniques "non-sollicités". Elle fait d'ailleurs l'objet d'une plainte transmise au parquet par la Cnil (Commission informatique et libertés).

Mais il persiste et signe dans ses pratiques, considérées comme du spam par ses nombreux détracteurs, et les défend bec et ongles au nom de la survie des PME-PMI et la fameuse "netéconomie". Après avoir reçu nombre de ses "prospections publicitaires", Transfert lui a proposé de s'exprimer à ce propos.

Fabrice Halimi, 32 ans, informaticien de formation, est à la tête d'une société de cinq employés, autrefois connue sous le nom d'Alliance Bureautique Service (ABS) et renommée, la société n'ayant plus rien à voir avec la bureautique, E-Nov (cyberprospection.com) en janvier dernier. Depuis 1998, il crée et vend des sites web, à raison de quatre par jour ces derniers temps, affirme-t-il.

Mais Fabrice Halimi fait l'essentiel, sinon la totalité de son chiffre d'affaires grâce à l'"e-mailing B2B", ou prospection commerciale par courrier électronique non-sollicité, communément appelée spam. Selon sa définition, il préfère y voir "l'arme du pauvre" des petites entreprises et de la netéconomie face aux multinationales.

Fabrice Halimi reconnaît envoyer au moins 5 000 e-mails par semaine. Autrefois intitulés "La Rolls des sites pour 3500 FHT" ou "Découvrez le logiciel qui nous a permis de vous contacter", ces publicités avancent aujourd'hui d'autres slogans : "Votre site clef en main avec son Interface de mise à jour pour 890 euros" ou "Faites décoller votre chiffre d'affaires grâce à l'e-mailing".

Car E-Nov ne vend pas que des sites web, mais aussi un logiciel, Freeprospect, dont l'entreprise se sert abondamment pour elle-même. Ce programme, en fonction de certains critères (secteurs d'activité, zone géographique, mots-clés), permet d'envoyer des e-mails "de prospection".

C'est la prospection qui nous motive

Suite à l'opération "Pour en finir avec le spam !", la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) dénonçait au Parquet, en novembre 2002, les pratiques "illégalles, illicites et déloyales" de cinq sociétés, dont ABS.

La société de Fabrice Halimi est en effet accusée par la Cnil d'avoir constitué "des fichiers de prospects en totale opposition avec l'article 25 de la loi Informatique et libertés, qui énonce : 'La collecte de données opérée par tout moyen frauduleux, déloyal ou illicite est interdite'".

La Cnil reproche aussi à ABS de n'avoir pas respecté le droit dit "d'opposition" permettant aux internautes d'être radiés de son fichier. La peine encourue est de cinq ans d'emprisonnement et 300 000 euros d'amende...

Suite de l' article en lien

Par Jean-Marc Manach pour:Transfert.net

Par

Publié sur Cafeduweb - Archives le samedi 24 mai 2003

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/3120-spam-mal-necessaire.html>